

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Simplifier les tuyaux

C'est au tour des élus wallons de souffler dans les voiles de la régionalisation. Après les libéraux, le mois dernier, voici quelques socialistes qui lancent une carte blanche à la mer pour demander aux Wallons de prendre leur destin en main.

Prévisible et logique : la transformation de la Belgique se fait par étapes et le fonctionnement institutionnel actuel, avec une Région wallonne au sud et une Fédération Wallonie-Bruxelles, pour l'ensemble de l'espace francophone, a suffisamment montré ses limites.

Mais à qui la faute, serait-on tenté de demander ? Si les trois députés PS soulignent à suffisance la responsabilité de l'État belge dans le sous-financement de l'économie wallonne pendant les dernières décennies du XX^e siècle, il ne faut pas non plus ignorer l'action des élus wallons et francophones qui, tous partis confondus, n'ont eu de cesse d'empêcher une énième réforme institutionnelle, de peur d'y perdre sur le plan des transferts financiers nord/sud.

Jusqu'à la toute récente sixième réforme de l'État.

Faire, aujourd'hui, le constat que la superposition d'une Région et d'une Communauté n'est ni

la forme de gouvernement la plus efficace, ni la plus économique est une sorte de lucidité... quelque peu tardive. Mais là encore ce sont les francophones eux-mêmes qui ont voulu maintenir ce double niveau de pouvoir, contre vents et marées, pour conserver un lien entre la Wallonie et Bruxelles et pour préserver, par exemple, l'unité de l'enseignement francophone entre les deux Régions. Jusqu'à ce que les questions sur la mauvaise gestion de notre enseignement viennent bousculer les certitudes.

Au-delà de la pertinence des remises en cause et du bien-fondé des convictions des uns et des autres, le plus gros écueil à surmonter pour aller vers une régionalisation définitive restera certainement la multitude des divergences au sein des partis. Il n'y a pas si longtemps, en effet, Rudy Demotte, le ministre-président - PS - de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avait fustigé les élus MR qui avaient osé remettre en cause la «tuyauterie» communautaire... Bref, il faudra d'abord faire le ménage au sein des partis. Le petit bateau de la régionalisation avance mais la grosse bourrasque n'est pas pour demain !